

Final 12 Octobre 2012

Document d'information

(Version originale en anglais)

Table ronde 1 : Mobilité du travail pour un développement inclusif

Session 1.2 de la TR : Soutien aux migrants et aux diasporas en tant qu'agents de changements socioéconomiques

Coprésidents de la TR 1.2 : France, Kenya et Maroc

Membres de l'équipe : Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, El Salvador, Espagne, Ghana, Maurice, Jamaïque, Madagascar, Mali, Pays-Bas, Suisse ; Banque Mondiale, OIM, OIT ; FIDA

Coordinateurs de la Table ronde 1 : Dr. Irena Omelaniuk ; Dr Salomon Samen

Ce document a été préparé par la Banque Mondiale (Sonia Plaza, Dilip Ratha), l'OIM (Dina Ionesco) et le FIDA (Robert Meins), avec la contribution des co-présidents de la TR 1.2, des membres de l'équipe de la TR et du coordinateur de la TR 1. L'objectif du document est d'informer et de stimuler le débat de la Table ronde 1.2 durant le sommet du FMMD qui se tiendra à Maurice, en novembre 2012. Le traitement du thème de la session 1.2 n'est pas exhaustif et ne reflète pas nécessairement l'opinion des organisateurs du FMMD ou des gouvernements et des organisations internationales inclus dans le processus du FMMD.

1. Synthèse

Ce document est un support à la préparation et au débat de la **session 1.2** de la **Table ronde du FMMD**. Il s'inspire des discussions antérieures du FMMD sur la diaspora et complète les travaux de la TR 1.1 sur la circulation de main-d'œuvre aux fins de développement durable. Il repose sur l'hypothèse que les compétences, les idées, les réseaux, et les ressources financières cumulés par les migrants et la diaspora peuvent soutenir et même dynamiser le développement socio-économique des pays d'origine. De plus en plus, les pays industrialisés et en développement intensifient leurs efforts politiques, institutionnels et financiers, afin de parvenir à renforcer les capacités et les ressources des diasporas.

En ligne avec l'objectif du FMMD 2012 d'associer pleinement le secteur privé, afin d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de développement, l'accent sera mis sur la promotion de l'entrepreneuriat et le renforcement des liens économiques, commerciaux et d'investissement entre pays. Le document traite des développements du secteur privé à travers l'aide des diasporas, et du rôle que peuvent jouer les gouvernements, afin de faciliter le renforcement des capacités, les co-investissements et le partenariat avec leurs diasporas pour obtenir des développements économiques spécifiques au secteur privé. L'accent mis sur le secteur privé et l'entrepreneuriat est complémentaire aux contributions philanthropiques, sociales et culturelles des diasporas dans leurs pays d'origine et d'accueil ; et vont de pair avec les actions de la TR 1 sur la circulation des compétences aux fins de développement.

Le document identifie les éléments politiques importants et les mécanismes institutionnels, financiers et de partenariat, afin d'obtenir l'engagement des diasporas dans les stratégies de développement. Il permet d'établir comment les institutions gouvernementales ou inter-organisationnelles destinées à la diaspora, y compris les consulats et ambassades à l'étranger, peuvent renforcer les liens entre diasporas et pays d'origine, et assurer que l'environnement économique et commercial dans ces pays, suscitent des initiatives au niveau de l'entrepreneuriat. Il étudie les incitations, les programmes et les cadres juridiques susceptibles d'attirer les diasporas prêtes à travailler et à investir dans leur pays ou région d'origine. Il identifie les supports et les instruments pratiques afin d'influencer et de sécuriser les versements d'argent et d'offrir des options d'investissement dans des entreprises qui créent de l'emploi et soutiennent de développement infrastructurel dans le pays d'origine. Enfin, le document fait état de résultats concrets et soumet quelques questions afin de guider le débat de la table ronde lors du Sommet du FMMD.

Les objectifs de la TR 1.2 sont :

- a) Identifier et revoir les actions efficaces, afin d'encourager les migrants et les diasporas à investir dans les entreprises, dans le développement des infrastructures et dans d'autres initiatives de développement dans les pays d'origine.
- b) Encourager/forger des partenariats, impliquant spécifiquement le secteur privé afin de : i) renforcer l'environnement des entreprises dans le pays d'origine ; et ii) inciter la diaspora à s'engager dans les efforts de développement du pays d'origine.
- c) Élaborer de meilleurs modèles de cadres juridiques et institutionnels nationaux afin de i) créer un meilleur environnement et des réseaux plus accessibles aux investissements de migrants et de diasporas, et ii) mieux intégrer la migration, la diaspora et les politiques de développement.

2. Historique et contexte

i. Définitions et terminologie

Il n'y a pas de définition unique ou légale du terme « diaspora ». Il évoque une idée de populations transnationales, vivant dans un endroit, mais reliées à une patrie, par une filiation réelle ou « imaginée ». Il existe bien d'autres notions de diaspora, telles les ressortissants étrangers, les migrants permanents, les citoyens d'origine (x) vivant à l'étranger, les personnes non-résidentes d'origine (x) (voir OIM, 2006). La définition du terme diaspora dépend du contexte de chaque pays. Elle est basée sur des critères de temps, lieu de naissance, citoyenneté, identité, sentiment d'appartenance, types de liens avec la patrie, etc.). À titre de comparaison, l'Union Africaine, utilise une définition plus collective qui définit la diaspora africaine comme « des personnes d'origine africaine vivant hors du continent, indépendamment de leur citoyenneté ou de leur nationalité et qui sont désireuses de contribuer à son développement et à la construction de l'Union Africaine ».¹

La notion moderne de « diaspora » a un peu perdu de ses caractéristiques d'exil et d'irréversibilité, car le phénomène de migration est devenu plus complexe. Les flux migratoires circulaires d'aujourd'hui rendent floue la distinction entre migrants et diasporas. L'utilisation de « diaspora » dans ce document vise une population plus large que les « migrants » : c.a.d. les secondes et troisièmes générations ainsi que les migrants installés à titre permanent et qui ont acquis une nouvelle citoyenneté, mais qui gardent des liens avec leur pays d'origine. Il favorise aussi une définition plus « collective » : les diasporas en tant que groupes de migrants plutôt que migrants individuels. La définition de la diaspora attribuée par les gouvernements influence les politiques qu'ils choisissent afin de faciliter leurs contributions au développement. Qui plus est, les diasporas peuvent avoir un impact différent dans divers pays, et l'attitude des migrants, diasporas et gouvernements peut être influencée par les développements économiques mondiaux et locaux.

ii. Historique

Les politiques concernant les diasporas ont connu une expansion considérable durant les vingt dernières années, à la croisée entre migration et développement, et au cœur de l'intégration de la migration dans la planification du développement. Vu la nature transnationale des diasporas, les politiques sont reliées à la fois aux pays d'origine et d'accueil et ne devraient pas être considérées en tant que dynamiques à sens unique du pays développé au pays en développement.

Certains pays d'accueil consacrent des ressources afin d'aider les diasporas à promouvoir le développement dans leur pays d'origine. L'Allemagne, le Canada, L'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, les Pays Bas et l'Union Européenne, entre autres gouvernements et institutions, sont de plus en plus intéressés à travailler avec les diasporas dans leurs pays. Un nombre croissant de pays en développement ont aussi approché leurs diasporas. L'Afrique du Sud, l'Erythrée, le Nigeria et le Sénégal ont lancé plusieurs plans afin d'inclure les communautés de leurs diasporas en tant que partenaires dans des projets de développement. Des pays comme le Chili, l'El Salvador, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, le Mali, le Maroc, le Mexique, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ouganda ont établi des institutions aux niveaux des agences, des ministères, des conseils ou des comités, afin d'intervenir auprès de leurs diasporas.

Les contributions des diasporas et des migrants aux stratégies de développement sont maintenant largement reconnues dans les pays d'origine et d'accueil. L'accent politique sur ces contributions a augmenté au cours de ces vingt dernières années, avec l'expansion des études transnationales et l'importance croissante des flux migratoires de par le monde. De nombreuses études se sont

¹Définition de l'Union africaine en 2005 ; voir aussi la définition de la diaspora africaine par Wikipedia, disponible sur le site : http://en.wikipedia.org/wiki/African_diaspora. L'Union africaine considère sa diaspora comme la sixième Communauté économique régionale (CER) – voir “*Statement at the African Union Consultation with the African Diaspora in the US: Building Bridges across the Atlantic*” disponible sur le site : <http://www.unohrrls.org/en/orphan/791/>.

concentrées sur les échanges culturels, les liens affectifs et philanthropiques, les contributions à la vie politique, et la résolution des conflits et la sécurité (reconnaissant à la fois les impacts qui sont possiblement positifs et négatifs, selon les différents contextes). L'intérêt grandissant pour les stratégies des diasporas a permis aux décideurs politiques de visualiser les contributions des diasporas, à travers le prisme élargi de la migration et du développement (voir OIM, l'UE, la CMMI, l'Initiative de Berne, l'OCDE, la Banque Mondiale, etc.).

Une des premières cibles des politiques étaient les transferts d'argent, et un effort particulier a été apporté au début des années 2000, afin de quantifier ces versements (voir Ratha, 2003, Banque Mondiale 2006). Plus récemment, l'intérêt politique est allé au-delà des versements d'argent, pour se concentrer, en particulier autour des échanges commerciaux, des investissements, de la circulation des compétences, des échanges virtuels ou de l'apprentissage informatique, débouchant par là sur des nouveaux programmes adaptés à la mobilité, à la facilitation de la migration, aux retours volontaires, au support au développement de réseaux, etc.

Un autre domaine d'intérêt politique est l'approche institutionnelle aux diasporas, ou la création de structures afin de cibler les diasporas et leur mobilisation à des fins de développement (voir le guide OIM/MPI 2012). L'accent est de plus en plus mis sur l'engagement des diasporas dans le commerce transnational et sur leurs contributions au secteur privé et aux stratégies d'entreprise et de création d'emploi. (Dossier FFR de la FIDA de 2012). Le défi est particulièrement grand car toutes les diasporas ne sont pas intéressées par l'entrepreneuriat. Cependant, un bon nombre contribue déjà au développement et possède des atouts dans le domaine, mais souffre de manque d'expertise pour monter et gérer une entreprise.

Le secteur privé est un acteur important dans la planification du développement. Les diasporas peuvent tirer partie de leurs expériences transnationales et de leurs réseaux sociaux à des fins entrepreneuriales, commerciales et pour la création d'emploi, particulièrement au niveau des petites et moyennes entreprises (PME). Les diasporas établissent des liens pour les échanges transfrontaliers, le commerce et l'investissement entre pays d'origine et pays d'accueil. Des PME, pilotées par les diasporas et les réseaux de diasporas, facilitent le transfert de compétences, de connaissances et de technologies et agissent comme dispositifs de renforcement. Étant donné la familiarité des diasporas avec les pays d'origine et d'accueil, elles peuvent agir en tant que facilitateurs et intermédiaires, permettant ainsi de réaliser des économies. Enfin, les diasporas peuvent investir directement ou indirectement dans le développement sectoriel, par le biais de leurs versements d'argent, de leurs économies et de leurs investissements privés.

Cependant, beaucoup de questions politiques perdurent sur les moyens d'encourager l'investissement durable des diasporas de façon à sauvegarder leurs revenus durement gagnés, et sur les stratégies les plus appropriées concernant les diasporas concernant le développement du secteur privé. Lorsque l'on encourage l'investissement des diasporas, il est important de tenir compte à la fois du type d'investissement et du client, afin de trouver la meilleure stratégie de commercialisation. Certains déterminants de décisions d'investissements incluent : un sens profond du devoir, le lien émotionnel, les réseaux sociaux, les visites au pays d'origine, le revenu disponible, le niveau d'accès au financement, la formation financière et les facteurs de risque.

La reconnaissance du rôle des diasporas dans l'entrepreneuriat transnational est la première étape de mise en œuvre politique, afin de les soutenir dans les activités entrepreneuriales et les accompagner dans leurs investissements au-delà des frontières. La section suivante traitera des moyens d'optimiser les différents potentiels des diasporas en termes d'entrepreneuriat et d'investissement.

3. Politiques et pratiques

Cette section examine les éléments importants d'efficacité politique, afin d'impliquer les diasporas dans le développement socio-économique, en particulier dans l'investissement du secteur privé et le développement d'entreprise. Elle précise tout ce qui doit être fait pour accroître les contributions des

diasporas au secteur privé et au développement d'entreprise. Elle propose six éléments importants, accompagnés d'exemples pratiques existants.

a) **Établir un programme commun**

Une approche progressive, avec différents types d'activités, peut être appliquée, afin de convertir des programmes communs en plans d'action, avec l'aide des diasporas, et créer des relations de confiance qui sont essentielles au succès des programmes :

- **La phase d'évaluation initiale - Profils de diaspora/Études** : choisir l'orientation politique après avoir évalué les besoins

Pour élaborer des politiques de diaspora exhaustives, les décideurs politiques doivent étudier les diasporas, leurs profils et leurs besoins. Pour que la première étape de cette politique soit un succès, une étude complète sur l'identité des diasporas, leur situation géographique, leurs intérêts, leurs objectifs, les acteurs et interlocuteurs importants, leurs capacités et ce qui fait obstacle à leur participation dans les projets de développement, etc., doit être faite. Sans cette étape, les activités peuvent manquer l'objectif et échouer, en raison de méconnaissance des intérêts, des capacités et des besoins des diasporas.

- **L'approche institutionnelle** : améliorer l'engagement envers les diasporas par le biais d'institutions dédiées et en utilisant les facilités gouvernementales à l'étranger, spécialement les ambassades et les consulats.

Les institutions qui ciblent les diasporas, facilitent la collaboration entre diaspora, gouvernement et secteur privé, et aident directement à maintenir des liens. Ces initiatives vont de la création de ministères dédiés aux communautés de migrants, à l'ajout de fonctions spécifiques aux ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances, du commerce, des affaires sociales, de la jeunesse, etc.² Certains gouvernements ont aussi mis sur pied des conseils ou des institutions décentralisées qui traitent des questions relatives aux migrants. Certaines initiatives n'ont pu maintenir leur momentum, ou ont été abandonnées lors de changement de gouvernements.³

L'expérience démontre que les gouvernements ont aussi plus de chances de réussir à fixer des objectifs réalistes et ambitieux pour l'engagement des diasporas, s'ils consultent les membres de diaspora au moment de formuler ces objectifs. Le Mexique, par exemple, a mis en place le Conseil consultatif de l'Institut des Mexicains à l'étranger (CCIME), comprenant pour la plupart des dirigeants élus par les communautés de diaspora aux États-Unis et au Canada. Le Conseil fait des recommandations au gouvernement sur ses politiques de diaspora et collabore avec l'Institut des Mexicains de l'étranger (*Instituto de los Mexicanos en el Exterior* [IME]), pour assurer que les questions de diaspora soient intégrées aux stratégies de développement national.⁴

²De nombreux pays ont maintenant créé des structures de travail avec les diasporas, comme des ministères, des conseils consultatifs ou autres entités gouvernementales, telles le Ministère des Affaires indiennes d'Outre mer (MOIA), le Ministère des Maliens d'Outre mer, le Bureau des Chiliens de l'étranger, le Ministère des Marocains vivant à l'étranger, le Comité interministériel pour les Chiliens résidant à l'étranger, et le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, (CCME). D'autres pays ont mis en place des programmes pour la diaspora, tels que le *Colombia Nos Une*, un programme du Bureau des Affaires consulaires et des communautés colombiennes à l'étranger, situé au Ministère des Affaires Étrangères. Le Guatemala, l'Équateur et l'El Salvador ont chacun trois programmes d'engagements politiques de haut niveau, afin de traiter avec les diasporas. Dans d'autres pays, en sus des structures gouvernementales, il existe des fondations comme l'*Overseas Korean Foundation* (OKF) en Corée du Sud, et la « Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger » ; elles ont pour objectif de faciliter le travail avec les diasporas.

³ Le Nigeria a entamé un dialogue avec les Nigériens à l'étranger afin d'intégrer leurs points de vue dans les politiques de développement national. Un document stratégique ghanéen (2003–05), concernant la réduction de la pauvreté a proposé la mise en place d'un Fond pour les Ghanéens non-résidents. Il concernait des projets contre la pauvreté, mais il ne fut jamais mis en œuvre. En 2007, une Loi sur la diaspora kenyane visant à augmenter les bénéficiaires de la diaspora, n'a jamais été adoptée.

⁴ Voir le guide OIM-MPI pour plus d'exemples pratiques

Les institutions gouvernementales à l'étranger, particulièrement les ambassades et les consulats, ont un rôle important à jouer, en restant à l'écoute des diasporas. (Ionesco 2006). Cependant, une étude des ambassades à Abu Dhabi, Washington D.C., Paris, Londres, et Pretoria indique la nécessité d'améliorer la capacité et les ressources des gouvernements africains, afin de maintenir les activités des ministères et institutions qui s'occupent de leurs communautés à l'étranger (Plaza et Ratha, 2011). Certaines difficultés encourues par les ambassades pour échanger avec leurs diasporas incluent :

- i) Le manque de coordination entre les départements et entre l'ambassade et les bureaux consulaires ;
- ii) Le manque d'informations adéquates sur la taille et le profil des diasporas (en particulier depuis que l'enregistrement est optionnel) ;
- iii) Les migrants de pays politiquement instables sont moins susceptibles de contacter l'ambassade ;
- iv) La pénurie de personnel dédié au travail avec les diasporas ;
- v) La nécessité de renforcer les capacités des ambassades, afin d'établir un contact avec les diasporas et faciliter les investissements, le commerce et les transferts de compétences.

Les étapes qui pourraient aider à améliorer les approches des ambassades auprès des diasporas incluent des programmes d'aide afin de recueillir et de diffuser plus d'informations, la formation du personnel diplomatique afin de contacter les membres de diasporas et faciliter les investissements et les contacts commerciaux, et l'utilisation des ambassades comme véhicules de commercialisation des mécanismes d'investissement et de financement, tels que les obligations diasporas.

L'existence de ces structures ne garantit pas que les ressources soient investies suffisamment dans les affaires de diaspora, ou que des relations de confiance soient créées avec succès. Cependant, leur existence illustre la prise de conscience des intérêts gouvernementaux en ce qui concerne les potentiels de contributions des diasporas, et leur volonté à traiter avec les diasporas à l'étranger.

b) Créer « l'environnement approprié » :

Afin d'assurer que la politique aide à la création d'un environnement favorable à la participation des diasporas au développement de stratégies, en particulier dans le commerce, les gouvernements et le secteur privé doivent renforcer conjointement les investissements du secteur privé et les incitations ainsi que les facilités, afin d'attirer les revenus et les épargnes des diasporas.

Un cadre réglementaire et politique favorable (par ex. les protections sociales et financières ; la double citoyenneté ; l'accès aux économies et à l'investissement [les femmes en particulier]) ;

Comme pour d'autres investisseurs potentiels et leurs partenaires commerciaux, les diasporas désirant investir ou faire du commerce avec leurs pays d'origine sont souvent handicapées par l'environnement non propice aux affaires. Elles requièrent un environnement commercial favorable, un secteur financier en bonne santé et transparent, des systèmes judiciaires rapides et efficaces, et un environnement de travail sûr (Page et Plaza 2006). Haas (2006) souligne que les mauvaises infrastructures, la corruption, la bureaucratie, l'absence de stabilité macroéconomique, les barrières commerciales, le manque de sécurité juridique, et le manque de confiance dans les institutions gouvernementales, affectent les décisions des migrants d'investir dans leurs pays d'origine et d'y revenir.

Selon les conclusions des études et entrevues avec la diaspora africaine (Banque Mondiale, 2011), les procédures régissant les licences commerciales, les enregistrements, les exportations et les importations restent compliquées, souvent à cause d'un excès de bureaucratie et des délais en douane. Certaines associations de diaspora ont même mentionné les barrières au transport de produits donnés, en citant pour exemple les procédures en matière d'importation de livres donnés. (Toute la

marchandise caritative devrait s'acquitter des mêmes obligations requises pour les autres importations, la même inspection, le contrôle de qualité et les processus de certification.)

Certains gouvernements africains prennent des mesures pour inciter l'investissement de diaspora. Par exemple, la carte jaune en Ethiopie, accorde à la diaspora les mêmes droits et les mêmes avantages qu'aux investisseurs locaux. Des incitations additionnelles pour les investisseurs étrangers et la diaspora incluent des exonérations d'impôts pendant 2 à 7 ans ; 100 pour cent d'exonération de droits d'importation sur les machines et équipements pour des projets d'investissement ; et 100 pour cent d'exemption de frais de douane sur les pièces de rechange dont le coût ne dépasse pas 15 pour cent de la valeur totale des équipements importés (Federal Negarit Gazeta 2003). De telles politiques ont encouragé un grand nombre de membres de la diaspora éthiopienne à investir dans des petites entreprises en Ethiopie. Afin de faciliter l'accès des diasporas aux opportunités d'investissement dans leur pays d'origine, certains pays pensent à la mise en place d'un département au sein d'une institution gouvernementale, afin de s'occuper de tous les documents administratifs liés à la diaspora, à tous les niveaux administratifs.

Le traitement des investisseurs potentiels provenant des diasporas demeure une controverse. Certains membres de diasporas se sont plaints que des pays tels que le Burundi accordent un traitement plus favorable aux investisseurs étrangers qu'aux membres de leur propre diaspora. Dans de nombreux cas, il est mieux de mettre en place des procédures efficaces pour tous les investisseurs, sans requérir des preuves de leur origine ou de leur nationalité. Les pays d'origine pourraient en bénéficier, en affectant mieux leurs maigres ressources à un soutien à leur diaspora, qu'en fournissant seulement des services consulaires.

c) Faciliter les flux d'informations

La diaspora a besoin d'accéder à l'information sur la demande potentielle et les opportunités d'investissement dans le pays d'origine. Les informations sur les secteurs d'investissement qui sont considérés prioritaires et en ligne avec les stratégies publiques, devraient être recueillies et mises à disposition, en tant que moyen de promotion de l'intégration et de cohérence aux niveaux national et local (information par région d'origine).

Les fournisseurs institutionnels de marché d'exportation et d'information sur l'investissement, tels que les ambassades, les consulats et les agences de promotion de l'investissement, peuvent fournir des mécanismes adéquats afin de réduire l'information asymétrique. Certaines agences gouvernementales tentent d'améliorer leurs contacts avec les diasporas, en particulier pour générer des opportunités d'investissement concernant les entreprises dans les pays d'origine. Les gouvernements et le secteur privé ont tous deux organisé des forums d'affaires afin d'attirer les investisseurs des diasporas. Par exemple, un des nouveaux rôles des agences de promotion de l'exportation en Ethiopie, au Ghana, au Nigeria, en Ouganda, est de fournir une information précise et d'offrir des opportunités de liens avec les investisseurs, y compris ceux provenant de diasporas.

d) S'engager dans une démarche de partenariat

Il existe une multitude de partenariats entre gouvernements (également au niveau local), le secteur privé, les organisations internationales, les migrants et/ou diasporas, qui travaillent au soutien de l'entreprenariat migrant/diaspora, au transfert de compétences et aux contributions aux programmes de développement communautaire. Parmi les partenariats les plus innovateurs, il en existe au niveau local ainsi que par le biais de coopératives. Certains défis ou opportunités clés se trouvent en milieu rural, comme démontré par le Programme de facilités financières pour les versements d'argent du FIDA qui fait la promotion de partenariats innovateurs entre les institutions financières rurales et les opérateurs de versements, afin de permettre à des millions de familles d'utiliser leurs capitaux de manière plus profitable.⁵

⁵ Voir *Financing Facility for Remittance*, du FIDA, disponible sur le site : <http://www.ifad.org/remittances>.

Ces dernières années, plus de partenariats inter-agences ont fait surface pour favoriser les systèmes de subvention, par exemple à travers des compétitions de projet de développement, tels que l'African Diaspora Marketplace (ADM), basé aux États-Unis. L'*International Diaspora Engagement Alliance* (IdEA), organisation non-partisane et à but non lucratif, lancée en 2011 par le département d'État (USDOS) et géré par le *Migration Policy Institute* (MPI), aide à connecter les diasporas aux concours d'entreprise tel que l'*African Diaspora Marketplace*.

Les facilités de soutien aux diasporas sont aujourd'hui offertes par le secteur privé, comme dans le cas des Centres d'initiatives de la diaspora aux Pays-Bas, au Kenya, au Ghana et en Somalie, qui relie les entrepreneurs de diaspora aux opportunités de PME dans les pays d'origine. Les organisations à but non lucratif, telles que la Fondation africaine pour le développement (AFFORD), basée au Royaume-Uni, conseillent et soutiennent également les activités commerciales durables des diasporas. L'Allemagne, par exemple, offre un ensemble d'activités sur le Web et d'autres guides afin d'aider les diasporas à progresser et à créer leurs propres entreprises transfrontalières.⁶

Une large sélection de politiques, de facilités, de programmes et de guides qui permettent à la fois de favoriser les partenariats et puisent leur force des partenariats de renforcement des diasporas, sont présentées dans les Annexes 1 et 2.

4. Politiques, enseignements, et marche à suivre

Il existe un petit nombre de programmes bien définis qui facilitent l'investissement des diasporas, le commerce et l'échange de technologies. Afin de rendre plus aisé l'engagement des diasporas, d'importants enseignements sont offerts par les cinq grands axes suivants :

- 1) *Les initiatives existantes* : Les programmes en vigueur consistent à accorder de petites subventions ou à compléter les initiatives existantes (par exemple, le Forum du développement pour la Diaspora africaine en Europe, l'*African Diaspora Marketplace*, l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD) un partenariat stratégique entre la Commission européenne et les Nations Unies, et le Mécanisme multi-donateurs de financement pour les envois de fonds du FIDA).
- 2) *Services de conseil et soutien à la formation pour diaspora* : un nombre grandissant de gouvernements, de secteurs privés, d'ONG et d'initiatives des diasporas fournissent une formation et des services de conseil aux diasporas (tels que la CAIXA, le programme PACEIM et IntEnt).
- 3) *Mécanismes des secteurs public et privé afin d'encourager le commerce et l'investissement des diasporas* : quelques initiatives ont pour cible la mobilisation des ressources de diaspora à des fins commerciales et dans le but d'investir dans les pays d'origine. Elles comprennent des activités financières et non-financières, les mises en œuvre par des agences de promotion de l'investissement, des agences de promotion de l'exportation, des centres d'investissements, des forums d'investissements, etc., telles que des mesures d'incitation fiscale, l'information et la formation professionnelle).
- 4) *Initiatives afin de promouvoir l'investissement des diasporas dans les marchés financiers* : les diasporas peuvent avoir un rôle catalyseur pour le développement des marchés financiers dans leurs pays d'origine, en diversifiant la base d'investisseurs, en introduisant de nouveaux produits financiers, et en fournissant des sources fiables de financement (par ex. les obligations diaspora et les fonds de diaspora).

⁶ Les outils du MITOS seront disponibles sur le site www.giz.de/migration à la fin d'octobre 2012.

- 5) *Programmes afin de faciliter la recherche, l'innovation, le transfert de technologies et le développement de compétence* : le Japon, la Corée, et Taiwan, (Chine), sont des exemples d'économies qui se sont appuyées sur leurs diasporas en tant que sources de connaissances. Les compétences de diaspora peuvent être utilisées en établissant des réseaux de recherche et d'innovation, par des initiatives telles que des programmes de parrainage dans certains secteurs ou industries, des projets conjoints de recherche, des mécanismes d'évaluation par les pairs, et des séjours et affectations de courte durée.

Chacun de ces mécanismes est démontré dans l'Annexe 1, par des exemples et des modèles actuels. Cependant, peu d'entre eux ont été soumis à des évaluations d'impact. Alors que la viabilité et le succès d'un grand nombre pourraient continuer, de telles interventions doivent être évaluées afin d'éviter le risque de ne pas répondre aux importants besoins des diasporas ; et de formuler les bonnes politiques en ce qui concerne la diaspora et le développement.

Il n'y a toujours pas d'évaluations conclusives sur les performances des nombreux mécanismes présentés plus haut. Une série d'indicateurs est nécessaire, afin de mesurer les bénéfices de tels régimes aussi bien que leur viabilité et leurs impacts. Les premières observations indiquent que dans certains cas, les frais d'exploitation sont élevés et la mise en oeuvre compliquée et/ou reportée.

5. Résultats possible et questions afin de guider la Session

Les gouvernements peuvent jouer plusieurs rôles pour faciliter les contributions socio-économiques des diasporas au développement, en particulier celui d'entreprises transnationales, dans les domaines suivants: les moyens (construire l'environnement adéquat), l'inclusion (création d'un climat de confiance, reconnaissance et transférabilité des droits, etc), les partenariats (avec les diasporas, le secteur privé, les entreprises, les chambres de commerce, les agences d'investissement, entre pays d'accueil et d'origine, etc.), intégration (relier la migration, le développement, le commerce, l'investissement direct étranger, le développement rural, la santé, le logement, etc.), et comme catalyseur (une démarche proactive de l'engagement, mobilisation des ressources, renforcer les systèmes, etc.).⁷ Les recommandations suivantes sont basées sur les enseignements tirés de l'analyse et des pratiques de politiques en matière de diaspora et de l'examen des pratiques disponibles. Quelques résultats pratiques ainsi que des activités sont aussi proposées.

i) Mener des enquêtes et des évaluations portant sur la diaspora

- « Cartographier les profils de diaspora » : les caractéristiques socio-économiques et démographiques des diasporas (géographies, genre, économies, professions, compétences, investissements, épargnes, etc.)
- « Cartographier les organisations et les réseaux de diaspora » : Qui sont les interlocuteurs principaux et les plus actifs, quelles sont leurs capacités, comment sont-elles organisées ? etc. Cependant, il est important d'inclure tous les types d'organisations et de réseaux.
- « Cartographier les obstacles à la participation des diasporas » : (par ex. Le statut légal en pays d'accueil, la double citoyenneté, le coût des visas par famille, la confiance envers les politiques publiques dans les pays d'origine et d'accueil, les capacités, la présence et l'efficacité des réseaux consulaires et leur soutien, la disponibilité d'un transport de qualité entre pays, les procédures et les barrières administratives, les services et facilités bancaires dans les pays d'accueil et d'origine).
- Il est important de noter que de telles études doivent être régulièrement mises à jour, ce qui n'est pas souvent le cas, en raison du manque de ressources.

⁷ OIM 2011, UNLDC-IV

ii) **Établir des partenariats de manière proactive**

- Concevoir des initiatives de communication afin d'améliorer la relation entre les consulats/ambassades et les diasporas à l'étranger.
- Élaborer des stratégies intégrées aux initiatives afin d'éviter les doublons. Coordonner le travail des différents départements dans les ambassades et gouvernements, afin d'accroître l'efficacité et le renforcement des relations entre diasporas et leurs réseaux.
- Consulter les organismes importants en matière de développement : les chambres de commerce, les agences de promotion d'investissement, les associations professionnelles, les conseils d'entreprise, les structures locales, les universités, le secteur privé (banques et entreprises).
- Mettre sur pied des partenariats public-privé qui peuvent améliorer le climat d'entreprise dans les pays d'origine et encourager l'investissement des diasporas dans ces pays.

iii) **Intégrer les politiques de diaspora dans les stratégies de développement socioéconomiques**

- Relier et intégrer les politiques concernant la diaspora à d'autres domaines : commerce, investissement étranger direct, développement d'entreprise, soutien à l'entrepreneuriat, développement d'infrastructure, transferts d'argent/financiers, innovation et politique technologique
- Adopter des approches genrées à la création d'entreprises transnationales et au développement (approches genrées en matière de compétences et de déqualification, d'épargnes, d'investissements, de transferts, de création d'emploi, etc.)

iv) **Renforcer les capacités afin d'impliquer les diasporas dans les stratégies de développement**

- Renforcer les capacités des services existants et des institutions en charge des questions de migration et de diaspora, y compris le personnel des ambassades et consulats, tels que les attachés économiques et commerciaux
- Renforcer les capacités de recherche et de collecte de données en matière de contribution des diasporas au développement du secteur privé.

v) **Intégrer les politiques de diaspora dans les stratégies de gestion des migrations : cadres bilatéraux, régional et mondial**

- Les pays africains participants devront élaborer/développer des politiques nationales exhaustives en vue d'associer les diasporas en tant que partenaire commercial au développement, et initier des actions, afin de mettre en œuvre ces politiques selon un calendrier spécifique. Elles pourraient faire partie d'un cadre africain de coopération plus régional.
- Élaborer une approche coordonnée à l'UE ou une approche de pays industrialisé, en ce qui concerne la participation des diasporas.
- Assurer une cohérence politique avec les Accords de libre-échange complets et détaillés (DFTA) et les partenariats de mobilité avec l'UE (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie)
- Accords de partenariat économique (APE) pour les pays africains.

- vi) **Évaluer et sélectionner les bonnes pratiques**, afin de déterminer les questions qui restent à traiter et les nouveaux défis pour les gouvernements, et aider à développer des indicateurs d'efficacité et d'efficacité dans le but d'identifier les possibilités de perfectionnement, tout en reconnaissant que chaque contexte est unique et que les programmes doivent être adaptés. Des évaluations doivent être faites en matière de :
- « programmes de subventions » axés aussi sur les diasporas ;
 - instruments financiers afin d'attirer les épargnes des diasporas telles que les obligations diaspora ;
 - des portails d'information visant à inciter les migrants/diasporas à investir dans les pays d'origine ;
 - outils commerciaux ciblant les diasporas ;
 - services financiers et facilités spécifiques de crédit aux investisseurs provenant de diaspora ;
 - bases de données existantes pour la mobilisation des compétences dans la diaspora.

Questions pour guider le débat de la TR.

- i) *Quels sont les éléments essentiels d'une stratégie de soutien et de renforcement de diaspora ?*
- ii) *Comment bâtir des partenariats entre gouvernements, secteur privé, migrant et/ou diaspora, afin qu'ils soutiennent l'investissement des migrants et des diasporas dans le développement de leur collectivités ?*
- iii) *Comment faire en sorte que les "obligations des diaspora" et autres instruments financiers, ainsi que les montages financiers fonctionnent pour le bien des migrants, des diasporas, des collectivités et des économies ? Quel est leur degré de sécurité/utilité en temps de crise économique ? Peuvent-ils être utilisés par tous les pays, en toutes circonstances ?*

Annex 1. Examples of Diaspora Promoting Initiatives

There are few well-defined programs that facilitate diaspora trade, investment, and technology operations apart from small grants or matching grants initiatives (for example, the Development Marketplace for the African Diaspora in Europe, the African Development Marketplace, and the Joint Migration and Development Initiative). There is little information on such initiatives and few external evaluations of their effectiveness (Haas 2006).

a) Initiatives to promote entrepreneurship:

Some of the following initiatives are at the initial stage of implementation and remain to be assessed.

Matching grant initiatives

Matching grants (MGs) are one of the mechanisms used to incentive the participation of the diaspora to invest in their countries. MGs are short-term, temporary mechanisms that partially finance activities promoting improvements in the private sector. This mechanism has been used for SMEs and export activities at the country level. It has been applied to some of the initiatives such as the African Diaspora Marketplace (ADM). See the Textbox for the results of the evaluation, which include:

- a) an ex ante evaluation strategy is needed at preparation for a diaspora matching grant. It can have large returns for policy learning as data quality is likely to improve by access to a baseline survey;
- b) matching grant schemes need to be better tailored to diaspora capabilities (e.g. limited to those with entrepreneurship experiences?); and
- c) training activities need to link more to the support offered (to increase the duration of the impact).

Assessment of the African Diaspora Marketplace (ADM)

The African Diaspora Marketplace is an initiative that provides support to US-based African diaspora entrepreneurs with innovative and high-impact ideas for start-up and established businesses in sub-Saharan Africa. It is a business plan competition and a partnership between the United States Agency for International Development (USAID), Western Union and the Western Union Foundation. The business plan competition has awarded matching grants to fourteen (14) businesses. The grants were offered in the range of \$ 50,000 to \$ 100,000. These beneficiary businesses are located in seven (7) Sub-Saharan African countries. The Marketplace was recently assessed in order to draw lessons from the project experiences. Following are the key lessons drawn from the evaluation:

- 1) The description of the business in the proposal was less advanced than described. This created a problem for using the grant.
- 2) There was no clarity on whether the purpose of the proposal was to get the diaspora to participate in a partnership or to promote business development.
- 3) The timeline of 18 months for implementation was not sufficient.
- 4) Outcome indicators were not well developed. All the proposals indicated that they would generate new jobs. However, not all potential business can be expected to generate jobs in the first year.
- 5) The funded projects did not have access to technical assistance. Some participant stated that they would have benefited from mentors or assistance in various aspects of business.

The findings from the evaluation are no different from those of the World Bank's "Development Marketplace" program: e.g. when working with small grants and small businesses, support and capacity building are needed to prepare the business plans. The importance of a mentor for providing guidance along the way of the project was also an important finding of the World Bank⁸.

⁸ Dialogue interaméricain, Rapport d'évaluation : "Assessment African Diaspora Marketplace", 4 novembre 2011

Source: Taken from the Inter-American Development Bank's evaluation report: "Assessment African Diaspora Marketplace", November 4, 2011.

Other existing programs consisting of small grants or matching grant initiatives are, for example: the European Commission-United Nations Joint Migration and Development Initiative, IFAD's multi-donor Financing Facility for Remittances and the Fonds Sindibad. In the latter example, the Fonds Sindibad has, together with the French Development Agency (AFD), provided additional funds for innovative projects by Moroccans living in France.

Little evaluation of these programs has been conducted. A number of new programs have also been established.⁹

AFDB African program, IDB Caribbean Diaspora Marketplace

For example, the White House has focused on engaging with diaspora communities as a "core element" of U.S. foreign policy with an emphasis on the role that diasporas can play in their origin countries (for example, relief to Haiti following the January 2010 earthquake). The U.S. Department of State, the U.S. Agency for International Development (USAID) and the Migration Policy Institute (MPI) came together in 2011 to form a new organization called the International diaspora Engagement Alliance (IdEA), which promotes and supports diaspora-centered initiatives in entrepreneurship, volunteerism, philanthropy, diplomacy, and social innovation in countries and regions of diaspora origin. This organization provided the platform for launching diaspora-focused business plan competitions in four regions: the Caribbean, Africa, Latin America, and the Pacific Islands. These competitions award winning entries with a matching grant to begin or scale up an existing small- or medium-sized business in countries of heritage, requiring at least one of the partners to be a member of the diaspora and at least one partner to reside in the country or region of heritage. The competitions also provide winners with technical assistance. IdEA, soon to be a 501c organization, has partnered with firms in the private and public sectors to provide its member organizations with an e-mentoring network, a fundraising platform, and a diaspora volunteering program.

Within French development policy, the **Programme d'Aide à la Création d'Entreprises Innovantes en Méditerranée (PACEIM)** offers services to young graduates residing in France from the Maghreb and Mashrek countries (notably Tunisia, Morocco, Algeria, Lebanon) who want to create a business (SME) in their country of origin. The program is based on multiple partnerships with public and private organizations from France and other countries, that are specialized in business creation (business training, financial services, etc).

CAIXA and its partner, the Brazilian Support Service for Micro and Small Businesses (Serviço Brasileiro de Apoio à Micro e Pequena Empresa, SEBRAE)

have been working to ensure that Brazilian migrants in the United States with entrepreneurial capacity receive business training through SEBRAE's online training system so that when they return to Brazil with businesses ideas, they will be able to tap into their savings. SEBRAE is also taking steps to ensure that remittance recipients in Brazil receive training to start and strengthen businesses. CAIXA offers support to migrants and their relatives with financial services tailored to their needs. To date, the program has established a partnership with a US bank, conducted needs assessments for migrants and their families living in

⁹ Le NAPEO (US-North Africa Partnership for Economic Opportunity), lancé en 2010, offre des réseaux et des plateformes d'investisseurs États-Unis-Maghreb ; l'innovation et l'incubation technologique ; l'accès aux finances (par ex. les réseaux *diaspora angel* et les investissements directs des diasporas) ; la formation de compétences pour les jeunes et les entrepreneurs ; une formation entrepreneuriale pour les artistes régionaux ; et une amélioration des liens avec les écoles de commerce aux États-Unis, les groupes de réflexion, et les chercheurs.

Massachusetts, and developed six remittance-linked financial products tailored to the target population.¹⁰

IntEnt. - Based in the Netherlands, this organization was created in 1996 by Social-Economical Entrepreneurship in the Netherlands (SEON), FACET BV, and Triodos Bank, at the request of the former Dutch Minister of International Development, J. P. Pronk. Its purpose is to stimulate the kind of entrepreneurship among immigrants that will have a sustainable impact on development in their home countries. The organization offers fee-based support to diaspora entrepreneurs seeking assistance in developing business plans for implementation in Morocco, Turkey, Suriname, Ghana, Ethiopia, Curaçao, and Afghanistan. Its services include providing information about entrepreneurship, orientation sessions and training courses, counseling, advisory services, market information, referral and mediation, assistance during and after starting a business in the program countries, networking, management training, online services, and supplementary financing.¹¹

b) Mechanisms to encourage trade and investments by the diaspora

An area of rapidly increasing interest is the mobilization of diaspora resources for trade and investment purposes in countries of origin. There is a wide variety of financial and non-financial services by which governments, private sector and diaspora connect with, inform and support diaspora to this end, ranging from information centres, databases, promotional fairs and conferences, through training in business and investment tactics and joint arrangements between countries to connect diaspora with each other and with business contacts back home.

Some government agencies in Egypt, Morocco, and Tunisia have begun to improve their contacts with diasporas to generate investment opportunities for origin-country firms. For example, since 2002 Morocco has set up 16 regional investment centers that offer advice and assistance to Moroccans abroad in relation to specific investment projects. The Office for Tunisians Abroad in collaboration with Tunisian embassies and consulates, the Ministry of Higher Education and Scientific Research, and the Ministry of Public Health have established a database of high-skilled individuals in the Tunisian diaspora. Egypt targets its diaspora, mainly in the United States, through the General Authority for Investment and Free Zones (GAFI), and Tunisia has been using the Tunisian Agency for Industrial Promotion (API) and the Agency for the Promotion of Agro-Industry (APIA).

Also, France and Senegal established in 2006 a joint agreement on Migration and Development to support diaspora initiatives by Senegalese living in France (Programme d'appui au initiatives de solidarité pour le développement (PAISD)). Among other objectives, the PAISD supports migrants who invest in businesses at home. It provides advice, expertise to start a small business, training, and a follow up over 12 months.

The Immigrant Entrepreneurship Promotion (Promoção do Empreendedorismo Imigrante, PEI) programme was set up by the High Commission for Immigration and Intercultural Dialogue (Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural, ACIDI IP) in Portugal to help immigrants in Portugal to start their own businesses by connecting them with executives and entrepreneurs who can offer advice. The purpose of the program is to help immigrants acquire the entrepreneurial skills needed to create sustainable businesses and to connect potential entrepreneurs with entrepreneurship support programs.”¹²

¹⁰ Hall, *Ten Years of Innovation in Remittances*

¹¹ IntEnt, « Services, » www.intent.eu/wat-doet-intent.aspx?lang=en IntEnt, “Sommaire, anglais” www.intent.eu/indexuk.htm ; IntEnt, Rapport annuel de 2009” (citer/Référence Guide OIM MPI)

¹² Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural, « *Promoção do Empreendedorismo Imigrante* », disponible sur le site : www.acidi.gov.pt/es-imigrante/informacao/promocao-do-empreendedorismo-imigrante; Guide OIM-MPI.

Successful diaspora investment models have also been developed by non-governmental organizations such as IFAD's "Atikha Overseas Workers and Communities Initiative"¹³, and are being scaled up in collaboration with national governments. In this particular case, IFAD financed a project enhancing the financial literacy of Filipino domestic workers in Italy, encouraging them to save, and providing them access to an investment vehicle. The investments were low risk as they were used scaling up pre-existing, profitable business ventures through a cooperative working in their home communities. This model is now being replicated in other countries with significant Filipino communities.

The Franco-Comoran programme of codevelopment (PFCC) established in 2011 aims at promoting diaspora initiatives for the development of Comoros Islands. Among other objectives, it intends to put in place a banking guarantee mechanism for migrants desiring to invest back home. The French Senegalese programme PAISD (Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement) also supports both "social investment" and "economic investment". A study has just been completed by the French Development Agency and PAISD to develop mechanisms to promote collective productive investments in Senegal.

c) **Initiatives to promote investments in capital market**

Diasporas can act as catalysts for the development of capital markets in their countries of origin by diversifying the investor base, introducing new financial products, and providing reliable sources of funding. Origin countries could take advantage of the fact that diasporas tend to be a more stable source of funds than other foreign investors because their familiarity with the home country often gives them a lower perception of risk. Increasingly, governments and financial institutions are working together to reduce the costs of migration for optimal development impacts. The African Development Bank and the French Development Agency (L'Agence Française de Développement (AFD)), for example, have jointly completed a study on reducing the costs of migrant remittances to optimize their impact on development, looking at financial products and tools for the Maghreb region and the Franc zone, and are disseminating the study in the countries studied.

• **Diaspora Bonds**

Ketkar and Ratha (2010) define diaspora bonds as a debt instrument issued by a country—or potentially, a subsovereign entity or even a private corporation—to raise financing from its overseas diaspora. The governments of India and Israel have raised over \$35 billion dollars, often in times of liquidity crisis.¹⁴

Diaspora members are less concerned with devaluation risk because they are more likely to have a use for local currency (Kektar and Ratha 2010). Diaspora bonds are an innovative instrument that can tap into emotional ties—the desire to give back—and potentially help lower the cost of financing for development projects back home.

Diaspora bonds can be sold globally to diaspora members through national banks with banking licenses abroad, international banks, money transfer companies, and post offices. They can be marketed through embassies and consulates overseas, but also through civil society networks including churches, community groups, ethnic newspapers, stores, and business associations in places with large migrant communities. The bonds could be sold in various denominations to tap both poor and wealthier migrants, diaspora groups, and institutional investors. Diaspora bonds do not even have to be issued separately; a portion of an on-going domestic bond issuance could be marketed to the

¹³ <http://www.atikha.org/topics/projects/ifad>

¹⁴ Au chapitre 3 du livre de Ketkar et Ratha (2008), il est mentionné que le *Development Corporation for Israel* (DCI) a recueilli plus de 25 milliards de dollars d'obligations diaspora depuis 1951. Les investisseurs de la diaspora juive ont payé une prime très élevée (peut être mieux caractérisée par une grande diminution patriotique du taux de rendement) lorsqu'ils ont acheté des obligations de la DCI. La State Bank of India (SBI) a levé 11,3 milliards de dollars par le biais de trois émissions d'obligations diaspora, en particulier lorsque les sources ordinaires de financement avaient presque disparu en Inde en 1991, suite à la crise de balance de paiement, et en 1998, après que le pays ait procédé à des essais nucléaires.

diaspora (Okonjo-Iweala and Ratha 2011). The money raised through diaspora issuances could be used to finance projects that interest migrants—typically housing, schooling, hospitals, and infrastructure projects that have a concrete benefit to their families or local communities back home.

- **Diaspora investment funds**

There is a shortfall of private equity capital in developing countries, especially in Sub-Saharan Africa. Mohapatra, Ratha, and Plaza (2009) report that portfolio equity flows to Sub-Saharan Africa have gone mainly to South Africa. Foreign investors appear to be averse to investing in Africa because of lack of information, severe risk perception, and the small size of the market (which makes stocks relatively illiquid assets). One way to encourage greater private investment in these markets could be through the African diaspora.

Several African investment funds have been proposed to attract investments from wealthy African migrants abroad.¹⁵ Such funds can take the form of regional funds, mutual funds, and private equity to be invested in African companies and pension funds.¹⁶ These investment funds are equity investments, unlike diaspora bonds. However, persuading diaspora investors to invest in African diaspora funds may require stronger investor protections to ensure proper management of the funds. Some mechanisms for building diaspora investors' confidence will need to be in place: (i) management of funds by a state agency, (ii) management of funds by a private company, and (iii) management of funds by a combination of a private company but with participation of members from the diaspora.

- d) **Programs to facilitate research, innovation, technology transfer and skills development**

Japan, Korea, and Taiwan, China are examples of economies that have relied on their diasporas as knowledge sources. Diaspora skills can be tapped by establishing networks of research and innovation with initiatives such as mentor-sponsor programs in certain sectors or industries, joint research projects, peer review mechanisms, and short-term visits and assignments. For example, diaspora members have been invited to teach courses in Tunisian universities through small pilot initiatives. Morocco and Egypt have some experiences in involving their emigrant scientists in promotion of science and research at home. Diasporas may also provide origin-country firms access to technology and skills through professional associations, chambers of commerce, temporary assignments of skilled expatriates working in origin countries, distance teaching, and the return (mainly short-term) of emigrants with enhanced skills. In the aftermath of the Arab Spring, several diaspora groups have initiated support to science, innovation, education, and entrepreneurship programs in their countries of origin.¹⁷

¹⁵ Par exemple, le *Liberian Diaspora Social Investment Fund*, le *Rwandan Diaspora Mutual Fund* (RDMF) et le *Zambia First Investment Fund* (ZFIF).

¹⁶ Un nombre de fonds d'investissement de diaspora ont été créés ou sont en cours de création et d'enregistrement. Par exemple, le *Diaspora Unit Trust Funds Schemes* (DUTFS), est un organisme de placement collectif agréé par la Capital Markets Authority du Kenya, en vertu de l'Article 12 des Règlements de 2001. Voir le site <http://www.mobilepay.co.ke/tangaza/2010/04/kenyans-abroad-to-benefit-from-the-diaspora-investment-fund/>.

¹⁷ Il existe de nombreuses organisations aux États-Unis et en Europe qui sont à développer de nouvelles initiatives en matière de transfert de technologies et de compétences. Par exemple, l'Association tuniso-américaine de jeunes professionnels, *Tunisia American Young Professionals* (TAYP) et le *North American Tunisian Engineers Group* regroupant les ingénieurs tunisiens aux États-Unis et au Canada, ont organisé, en juillet 2012, un programme d'entreprenariat à l'intention des étudiants et de ceux qui ont terminé leurs études dans les plus grandes écoles d'ingénierie de Tunisie. La Society for Advancement of Science and Technology in the Arab World (SASTA) travaille à une série d'initiatives de transfert de compétences et de technologie.

- More recently, IOM and Guyana launched the Diaspora Engagement Project- GUYD, an initiative that seeks to engage Guyanese diaspora all over the world by documenting the skills, resources, interests and plans of those willing to support the country's development.
- **ChileGlobal — the Talent Network for Innovation** — promotes and facilitates the development of key economic clusters in Chile by reinforcing their links with Chileans (and some non-Chileans) residing abroad who are working to introduce innovative technologies to Chile.
- **Honduras Global**
This is a network of highly qualified Hondurans living abroad who are motivated to contribute to the development of their country of origin by engaging in knowledge transfer. It was initially incubated within a GIZ private-sector promotion program but has been registered and running as an association since July 2011. (<http://hondurasglobal.com/>)
- Financed under the French migration agreement, the program "**senexpertise** " offers financial support for highly skilled Senegalese residing in France who desire to offer their expertise to Senegalese institutions (administration, programs, etc). The program finances short missions that help to build capacities of Senegalese institutions or organizations. (www.senexpertise.gouv.sn)

Annex 2. Table showcasing Practices

Institutional Initiatives				
Initiative	Type/category	Brief description	Comments/ Preliminary results / lessons learnt (if any)	Sources
Mexico: Consultative Council of the Institute for Mexicans Abroad (CCIME) and Institute for Mexicans Abroad (IME)	Institution and governmental program	CCIME is composed mostly of leaders elected by diaspora communities. The council engages in wide-ranging discussions with the Institute for Mexicans Abroad (IME, for Instituto de los Mexicanos en el Exterior) programs		
India: Ministry for Overseas Indian Affairs (MOIA)	Institution and governmental program	India has two statuses for diasporas: “Non Resident Indians” (NRI) and “People of Indian Origin” (PIO). This inclusive definition incorporates both foreign-born and expatriates living abroad and allows India to reach out broadly.		
Mali: Ministry for Malians Abroad and African Integration	Institution and governmental program	Created in 2004 was designed to address the needs of Malians abroad and to make them more aware of their potential role in the country’s development	The Malian authorities pay significant attention to migrants’ financial contributions to the country in the form of remittances and to their support of development in their locality of origin.	http://www.afrique-europe-interact.net/index.php?article_id=122&clang=1
Colombia: Colombia Nos Une, a programme of the Bureau of Consular Affairs and Colombian Communities Abroad in the Ministry of Foreign Affairs	Institution and governmental program			
Philippine Overseas Workers Welfare Administration (OWWA)	Institution and governmental program OWWA is attached to the Department of Labor and Employment	The lead government agency focused on the welfare of Overseas Filipino Workers (OFWs) and their dependents. Wide range of benefits and services: medical, education, training, disability and death benefits (USD 25 membership contribution), Education for Development Scholarships Program, etc.	- OWWA provides a comprehensive support network and services -pre-departure orientation and education programmes. -it deals with the issues of Filipino expats before they become expats. -promotes sharing of best practice ideas around optimizing the gains of migration and generation of employment opportunities. -It is highly accessible, with a flat-rate membership fee, and membership is encouraged through all Filipino consulates and embassies overseas.	http://www.weforum.org/best-practices/talent-mobility/overseas-workers%E2%80%99-welfare-association-owwa

Guatemala	Institution and governmental program			
Salvadoreños en el exterior El Salvador	Institution and governmental program			
Ecuador	Institution and governmental program			
Chile Office for Chileans Abroad and Inter-ministerial Committee for Chilean Communities Abroad	Institution and governmental program			
Mexico: Consultative Council of the institute for Mexicans Abroad	Institution and governmental program	100 members appointed or elected by the Mexican communities established in the US and Canada		
The European Commission-United Nations Joint Migration and Development Initiative (JMIDI)	International program IOM, ILO, UNHCR, UNFPA contribute to the management and direction of the programme	Support civil society organizations and local authorities seeking to contribute to linking migration and development	Local governments have not received the same level of attention as other stakeholders thus: Phase II of the EU-UN JMIDI, specifically targets local authorities, local organisations that have a stake in local development and migration issues	http://www.migration4development.org/content/about-jmidi
Framework Agreement on Migration and Development	Established in 2008 through a bi-lateral agreement between France and Tunisia	To support initiatives by Tunisians living in France for the transfer of remittances and investments in manufacturing, agricultural, and service activities.		
Dutch municipalities have established relations with local governments in source countries such as Turkey, Suriname, and Morocco.	Local to local twinning	At present, there are some 39 diaspora-focused municipal twinning initiatives in the Netherlands, and their number is increasing		
Germany: financed by German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, implemented by Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Program for the Promotion of development activities of migrant organizations	Co-finance	Promotes the engagement of migrant organizations and links these activities at the municipality level; offers trainings and supports networking activities	Support of migrants' initiatives needs to be paired with capacity building measures.	

Philippines Welfare Fund by Overseas Workers Welfare Administration (OWWA) the Pag-IBIG Fund (or Home Development Mutual Fund).	Welfare Fund	Largest welfare fund in the developing world, 25\$ mandatory membership contributions of foreign employers and migrant workers		
UN Economic and Social Council, Economic Commission for Africa, Ministerial Statement	High level inter-regional process And declaration on “Unleashing Africa’s Potential as a pole of global growth”	March 2012 Ethiopia		
Ministerial Meeting of the Global African Diasporas	Ministerial Meeting	Basis for Agenda on the global African Diaspora Summit Pretoria South Africa May 2012	Need for continuous consultation between Africa and the Diaspora, building of regional networks in other parts of the world, monitoring and evaluation mechanism for assessing progress and accelerating the pace of achievements in the different areas acknowledged. Emphasized the need to establish political criteria that will facilitate the desire to ensure effective participation of the Diaspora in the African Union	AU web site
South Korea: Overseas Korean Foundation (OKF)	Foundation	Utilize the capabilities of overseas Koreans for national development in line with its globalization policy		
Morocco: Hassan II Foundation for Moroccans Residing Abroad... (See also the Ministry for Moroccans Living Abroad http://en.marocainsdumonde.gov.ma and the Council for the Moroccan Community Abroad (CCME). http://www.ccme.org.ma/en/)	Foundation	Created in 1990, Morocco Hassan II Foundation for Moroccans Residing Abroad (FHII). Established by royal decree, FHII is officially described as a “nonprofit institution with a social vocation, endowed with a moral personality and financial autonomy.”		
Mobilization of Moroccan Expatriates to Back Development Initiatives at Home (MEDMA2) Belgium, Morocco, IOM	Ministerial Program	Partnership- Ministry of Moroccans Residing Abroad and the Hassan II Foundation for Moroccans Residing Abroad, and with the support of public and private partners in Belgium, including the Solvay Brussels School of Economics and Management.	The EUR 1.2 million, two-year programme seeks to encourage Moroccan expatriates to invest their savings, knowledge and expertise into the setting up of private ventures that will further the development of impoverished regions in the north and east of the country	IOM Morocco

France co-development policy and support to solidarity organizations (PRAOSIM)	co-development policy/program	Aims at encouraging the OSIMs to engage in the public policies of international cooperation and in the local development projects ii) develop partnerships for local development ; (iii) to actively play their role among the international development actors, etc.	<p>The support of PRAOSIM reached 725 000 €in 2010</p> <p>It covers: Algeria, Benin, Burkina Faso, Burundi, Congo, Congo RDC, Côte d'Ivoire, Egypt, Gabon, Guinée, Madagascar, Maurice, Morocco, Niger, Nigeria, Central African Republic, Rwanda, Chad, Togo et Tunisia.</p> <p>147organizations trained (200bénéficiaires), in Paris, Lille, Dunkerque, Bordeaux, Marseille, Lyon and Toulouse,</p> <p>-39 projects selected for the regions of origin (1 Algeria, 6 Bénin, 2 Burkina Faso, 2 Burundi, 3 Cambodia, 1 Ghana, 4 Guinée, 2 Madagascar, 4 Morocco, 2Mauritanie, 1 RCA, 3 RDC, 2 Congo, 1 Chad, 4 Togo and 1 Vietnam).</p> <p>The privileged sectors : revenues creation(12 projects), water(5 projects) education (7) environment (3), training (5), multimedia (1), health (4) and youth</p>	Paper on “experiences francaises
French co-development with Mali	Co-development program	45Malian university missions realized under UNDP’s TOKTEN program. In total, 26 projects financed - 385 000 €to migrants and local associations, 387 projects	387 projects financed since 2006 supporting the reintegration of 368 Malian beneficiaries of a specific aid	Paper on “experiences francaises
French co-development policy with the Union of Comoros (PCUC)	Co-development policy	<p>2 million euros to :</p> <ul style="list-style-type: none"> -help the migrants associations in their initiatives for the local development of their country of origin -engage the qualified Comorians migrants in the development of their country through partnerships with public institutions, Para-public and private actors - sustain the economic activities of the Comorians migrants -assist the implementation of the 		Paper on “experiences francaises

		programme (support cell in France to mobilise Diaspora and a coordination cell in Comores to assist the implementation)		
Mobilization of the Cape Verdean associations for local development in Cape Verde	France Co-development programme within the context of the implementation of the Agreement regarding the concerted management of migration and sustainable development	Financing convention signed in 2010 Foresees that France supports the implementation of development projects promoted by the nationals of Capo Verde established in France in collaboration with the beneficiary local populations and in line with the national and local development policies.		Paper on “experiences francaises”
Project « Identification des travailleurs de la diaspora togolaise et appui à l’investissement des projets des migrants »	Cooperation for development between the Spanish Agency for International Cooperation for Development and the countries of West Africa	Aims at supporting the Government of Togo in engaging Diaspora in the development of Togo and put the basis of a political management of Diaspora	Implemented in partnership with NGO MARS	http://www.marsong.org/projets
General Council of Spanish Citizens living abroad and the Spanish Office of Return		Supports Spanish emigrates and facilitate their participation to support the socio-economic reintegration of returning emigrates and the assisted voluntary return programs that also offer business and SME support to migrants returning home from Spain.		
Invest in Med	Public- private Initiative to enhance Euro-Med Partnerships	The aim is to encourage European investments in the region and to build solid relations between the companies of the two shores of the Mediterranean It involves 27 countries of the European Union and 9 Mediterranean countries under the New Neighbourhood Policy (Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestinian Authority, Syria and Tunisia	A 2008 initiative co financed up to 75% by the European Commission. Launched by the Med-alliance consortium (led by ANIMA and formed by ASCAME), usinessMed, Eurochambres, UNIDO, GTZ, Euroméditerranée,	http://www.invest-in-med.eu/

Transnational Business and Entrepreneurship Facilitation Initiatives				
Initiative	Type/category	Brief description	Comments/ Preliminary results / lessons learnt (if any)	Sources
Germany: GIZ, financed by BMZ, "MITOS" migration and private sector development toolbox	Government capacity building. Aimed at diaspora, returnees, governments, civil society, private sector	A set of policy instruments and tools to help leverage the potential of migration for private sector development.	Currently being tested in various countries	
Germany, Netherlands: GIZ on behalf of BMZ, Dutsch Consortium of Migrant Organizations (DCMO), "Building Bridges – Diaspora for Business and Development"	Conference on 14 April, 2012 in Frankfurt, bringing together private sector representatives, governments of origin and destination countries, diaspora organizations, banks.	Cross-country and sectoral discussions to advance the role of diaspora in the private sector and promotion of business-to-business for co-development practice between Europe and Africa.	<p>Intense discussions proved that there is huge interest in the topic of "Diaspora as bridge builders for North-South business and development". The most important messages from the conference "Building Bridges. Diaspora for Business and Development" are:</p> <p>... the private sector recognizes the potential of Diaspora members for venturing into new markets of the South. There is potential for Diaspora-business cooperation!</p> <p>... however, the knowledge about the Diaspora's assets is not very widespread yet in both the corporate sector and among development cooperation actors. Migrants organizations need to enhance their visibility!</p> <p>... the Diaspora members' knowledge about the corporate world is not very deep, either. All actors need to get to know each other better!</p> <p>... actors of countries of origin – both on government and private sector level – are not always actively involved in business development</p>	

			<p>projects. Ensure ownership!</p> <p>... when dealing with the private sector and government representatives, professionalism is required.</p>	
Netherlands, Kenya, Ghana, Somalia: Diaspora Business Center	Commercial marketing platform consortium between African countries of origin and the EU (Netherlands)	Fosters business partnerships between diaspora and the home country; facilitates the creation of social enterprises and jobs by enhancing human and financial investments by the diaspora in their home countries. Partners include NGOs, banks, Business Councils, Universities, UN Women.		
Kenya Diaspora Investment conference in Washington	Conference and networking	Diaspora conference organized by the Kenyan Embassy in Washington, D.C., which since 2011 has become an annual event. The main goal is to share Kenya's Vision 2030 and for Kenyan diaspora to strategize on maximizing their potential.		
Serviço Brasileiro de Apoio à Micro e Pequena Empresa, (SEBRAE) CAIXA and its partner, the Brazilian Support Service for Micro and Small Businesses	Training, entrepreneurial capacity for diasporas	Supports Brazilian migrants in the US to receive entrepreneurial capacity building, and receive business training through SEBRAE's online training system for return to Brazil with business ideas		
Netherlands: IntEnt	<p>Created in 1996 by Social-Economical Entrepreneurship in the Netherlands (SEON), FACET BV, and Triodos Bank-</p> <p>Organization to stimulate diaspora entrepreneurship</p>	fee-based support to diaspora entrepreneurs seeking assistance in developing business plans for implementation providing information about entrepreneurship, orientation sessions and training courses, counseling, assistance before and after starting a business, etc.		<p>www.intent.eu/wat-doet-intent.aspx?lang=en IntEnt, "English Summary," www.intent.eu/indexuk.htm; IntEnt, Annual Report 2009</p> <p>IOM MPI Handbook</p>
Promotion (Promoção do Empreendedorismo Imigrante, PEI « The Immigrant Entrepreneurship program»	Business startup program established in 2009 by Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural, Portugal and EU	involves six countries: Portugal, Spain, Italy, Switzerland, Greece, and the Netherlands, and addresses financial management of immigrant households and immigrant entrepreneurs; the program is in its third phase, which will last from 2011 to 2012.		Reference Handbook IOM-MPI) www.acidi.gov.pt/es-imigrante/informacao/promocao-do-empreendedorismo-imigrante
Support to Enterprise Creation, Congo Brazzaville , France	Co-development Agreement between France and Congo Brazzaville	Support to Forum of young Enterprises in Congo , focused on SMEs Program mobilizing resources and		Paper on "expériences françaises

		knowledge of diasporas for business creation		
Enterprise creation solidarity and development in the Maghreb region, France	Program supported by association Agency for international Cooperation and local development in Mediterranean	Morocco, Tunisia, Algeria Focus on youth employment		www.entreprendre-mediterranee.com
AFDB African program, IDB Caribbean Diaspora Marketplace	Promoting diaspora engagement in national development	engaging with diaspora communities as a “core element” of U.S. foreign policy with an emphasis on the role that diasporas can play in their origin countries		
International diaspora Engagement Alliance (IdEA)	Promoting diaspora engagement in national development	promotes and supports diaspora-centered initiatives in entrepreneurship, volunteerism, philanthropy, diplomacy, and social innovation in countries and regions of diaspora origin. provided the platform for launching diaspora-focused business plan competitions in four regions: the Caribbean, Africa, Latin America, and the Pacific Islands	IdEA, soon to be a 501c organization, has partnered with firms in the private and public sectors to provide its member organizations with an e-mentoring network, a fundraising platform, and a diaspora volunteering program.	
Regional investment centers for Moroccans abroad	Trade and investment support initiative	16 regional investment centers that offer advice and assistance to Moroccans abroad in relation to specific investment projects.		
General Authority for Investment and Free Zones (GAFI), Egypt	Investment facilitation via general facility	targets its diaspora, mainly in the United States		
Tunisian Agency for Industrial Promotion (API) and the Agency for the Promotion of Agro-Industry (APIA).	Investment facilitation via general facility			
ANIMA Investment Network	Inter-governmental agencies Investment Network multi-country platform supporting the economic development of the Mediterranean	gathers around 80 governmental agencies and international networks. – objective: to contribute to a better investment and business climate and to the growth of capital flows into the Mediterranean region	Diasporas: Gateways for investment, entrepreneurship and innovation in the Mediterranean (2010)	http://www.animaweb.org/

Skill development and circulation for transnational business development

Initiative	Type/category	Brief description	Comments/ Preliminary results / lessons learnt (if any)	Sources
AfricaRecruit	Joint program with the Commonwealth Business Council (CBC) and NEPAD,	Facilitates the African Diaspora towards capacity building in Africa either through skills or investment		
Germany: GIZ and the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, “Migrations et Développement Economique dans la Région de l’Oriental (MIDEO)”” €1.6 million grant from the European Union (EU) supported Morocco. The program lasted June 2008 -June 2011 and involved chambers of commerce, regional investment centers, private service providers, and the Hassan II Foundation. Goal: improve investment climate and increase Diaspora investment to foster economic development in Oriental region Major importance of networking, match-making, public-private dialogue.	€1.6 million grant from the European Union (EU)	Supported Morocco. The program lasted June 2008 -June 2011 and involved chambers of commerce, regional investment centers, private service providers, and the Hassan II Foundation. Goal: improve investment climate and increase Diaspora investment to foster economic development in Oriental region	Major importance of networking, match-making, public-private dialogue.	
Programme Entrepreneurs en Afrique (EEA), France “creations d’entreprises et développement solidaire au Maghreb”	Diasporas/migrant entrepreneurship program	banking guarantees for young Tunisian entrepreneurs		
MIDA programs (Migration for Development in Africa)	capacity-building programme	helps to mobilize competencies acquired by African nationals abroad for the benefit of Africa’s development through strengthening institutional capacity.	Based on IOM’s long experience in the Return of Qualified African Nationals (RQAN),	http://www.iom.int/jahia/Jahia/mida-africa/
TOKTEN, UNDP	United Nations Volunteer Programme (UNVP) (since 1994)	initiated by UNDP in 1977 to counter the effects of brain drain in the developing countries by temporarily bringing back talented expatriate nationals to their home countries based on the spirit of volunteerism	Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN)	
Database of high-skilled individuals in the Tunisian diaspora.	Skills database	The Office for Tunisians Abroad in collaboration with Tunisian embassies and consulates, the Ministry of Higher		

		Education and Scientific Research, and the Ministry of Public Health has established a database of high-skilled individuals in the Tunisian diaspora.		
Egypt one-stop shop for new business and investment transactions by the diaspora	One stop shop for investments	Egypt one-stop shop for new business and investment transactions by the diaspora at the Ministry of Investment		
Trade and market information from abroad by the Office for Tunisians Abroad (Office des Tunisiens à l'Étranger),	Trade council trade information Business support	Diasporas and private firms in these countries are asking their diasporas to provide market information in the countries where they now live. Activities include the establishment of diaspora trade councils and participation in trade missions, business networks, and business forums.		
Diaspora Investment in Agriculture (Atikha).	Diasporas and cooperative Rural policies (IFAD)	Atikha and its diaspora organization partners in Italy worked together to provide financial literacy training to a community largely consisting of Filipino women domestic workers.		http://www.atikha.org/topics/projects/ifad
TitanE	Diaspora support to economic development of local farmers	Indonesian diaspora organization in the Netherlands that provides support, in the form of resources, skills and networks, to nutmeg and mace farmers belonging to marginalized communities in the Central Moluccas in Indonesia		Conference on Building Bridges-Diaspora for business and development, April 2012, Frankfurt http://diasporabusinessdev.com
Indus Entrepreneurs Network	Expatriate skill network	Expatriates from Asia in Silicon Valley	Network of highly qualified professionals	

Infrastructural support initiatives

Initiative	Type/category	Brief description	Comments/ Preliminary results / lessons learnt (if any)	Sources
Guyana Diaspora Engagement Project- GUYD	A Ministry of FA initiative Launched on 26 September 2012	An initiative that seeks to engage Guyanese diaspora all over the world by documenting the skills, resources, interests and plans of those willing to support the country's development.		
MIDA Ghana Health III project	Skills development programme	implemented by IOM in close cooperation with the Ministry of Health of Ghana and Ghanaian diaspora groups in Europe	development of human resources in the health sector in Ghana. Ghanaian and other African migrants in EU countries can transfer knowledge, skills and experience through temporary assignments to Ghana. Also, health workers from Ghana have the opportunity to engage in specialized training at health care institutions in the Netherlands, Germany or the United Kingdom.	IOM Netherlands
Temporary Return of Qualified Nationals (TRQN II)	Capacity development programme	Target countries are Afghanistan, Bosnia and Herzegovina, Ethiopia, Georgia, Sierra Leone and Sudan.	offers qualified migrants in the Netherlands the opportunity to help with the development of their country of origin. Realized through temporary return assignments where the migrants as so-called resource persons share their experiences, skills and knowledge with local organizations.	IOM Netherlands
Project Migration for Development in the Western Balkans (MIDWEB)	Capacity development of origin country	Offers a temporary placement opportunities for 60 qualified professionals from Albania, Bosnia and Herzegovina, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Montenegro, Serbia and UNSC Resolution 1244 administered Kosovo, and who live permanently in Austria, Germany, Italy, the Netherlands, Switzerland or the United Kingdom. Participants can share their skills and expertise to contribute to the development of their country of origin.		

Financial Services, Remittances, Transfer and Investments				
Initiative	Type/category	Brief description	Comments/ Preliminary results / lessons learnt (if any)	Sources
The African Institute for Remittances (AIR)	Partnership WB, EU, AfDB, IOM and AUC Institute	build the capacity of the Member States of the AU, remittance senders and recipients and other stakeholders to develop and implement concrete strategies and operational instruments to use remittances as development tools for poverty reduction.	Launched in May 2012	
United for Solidarity (Unidos por la Solidaridad)	Matching grants	The Salvadoran government established the Social Investment Fund for Local Development (Fondo de Inversión Social para el Desarrollo Local, FIDSL) in 1990 to funnel diaspora remittances toward development projects.		
the African Diaspora Marketplace	Matching grants -partnership between the United States Agency for International Development (USAID), Western Union and the Western Union Foundation	-an initiative that provides support to US-based African diaspora entrepreneurs with innovative and high-impact ideas for start-up and established businesses in sub-Saharan Africa. -beneficiary businesses are located in seven (7) Sub-Saharan African countries.	-when working with small grants and small businesses, support and capacity building are needed to prepare the business plans. -the importance of a mentor for providing guidance along the way of the	Inter-American Dialogue, Evaluation report: "Assessment African Diaspora Marketplace", November 4, 2011
The Fonds Sindibad and French Development Agency (AFD)	Matching grants	It was launched with the support of the European Investment Bank in 2002, endowed with €5 million (50 million DH) with a long term horizon through equity participation in innovative and high- tech businesses at an early stage. Aims at encouraging entrepreneurship among Moroccan expatriates. Target: innovative and young companies	It closed its investment phase in 2009.	
SEBRAE CAIXA US Bank	Financial services	Train remittance recipients in Brazil to start and strengthen businesses. CAIXA offers support to migrants and their relatives with financial services tailored to their needs. Source: Hall, Ten Years of Innovation in Remittances.		
AFFORD RemitPlusservices/projects (non-profit-making diaspora agency)	Services to harness diasporas finances		AFFORD has set up these services to harness migrant and diaspora finances, and plans to establish a RemitPlus Diaspora Mutual Fund	
The Central Bank of Ecuador	Remittance transfer and			

(BCE) Alternative Remittance Distribution Channel for Small Ecuadorean Financial Intermediaries project in 2007.	investment facilitation via partnership between diasporas and cooperatives			
Postal networks (UPU West Africa)	Money transfer service via postal services	Utilize postal network to provide services in rural areas through post offices have the best geographical coverage of basic services.	UPU-IFAD project involving Benin, Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger and Senegal, connected 355 post offices in rural areas to the UPU's worldwide electronic payment network	http://news.upu.int/insight/back-grounders/postal-financial-inclusion/
Support to young entrepreneurs via bank guarantees in Tunisia, France	French Development Agency Program for bank guarantee			
Support for Senegalese's migrant investment back in Senegal, France (2008)	Co-development program focused on private investment projects		The promoters have a very high qualification level (60% have at least back +4)	Paper on "experiences francaises"
Euromed Postal Services	Feasibility study	For an enhanced postal cooperation within the Euro-Mediterranean region (Study)	with support of Invest in Med, ANIMA and French La Poste	http://www.invest-in-med.eu/en/agenda/fiche-euromed-postal-%3A-for-an-enhanced-postal-cooperation-within-the-euro-mediterranean-region-study-700.html
PACEIM Program Programme d'Aide à la Création d'Entreprises Innovantes en Méditerranée	Encourage innovative business creation in the Mediterranean	aims to accompany and support the creation of 100 innovative businesses from the public research in the South and East of the Mediterranean by 2014.	It is supporting initiatives promoted by the scientific and technical diaspora, trained or working in Europe, in all sectors of industrial activity which includes a technological component	http://www.invest-in-med.eu/en/about-our-initiatives-67.html
Hatton National Bank (HNB) with Women's World Banking,	Financial services via Bank involvement	financial services based on the remittances received by female-headed households in Sri Lanka.		
Housing programme with collateral Colombia Nos Une Sociedad Hipotecara Federal (SHF)	Collateral financing for housing based on remittance transfers			Handbook for engaging diaspora I in development
Development Corporation for Israel (DCI) diaspora bonds	Diaspora bonds	The initiative offered a flexible menu of diaspora bonds since 1951 to keep the Jewish diaspora engaged	Different from the Indian Government's rationale (see below)	http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1100792545130/Diasporabonds.pdf
The State Bank of India (SBI) diaspora bonds	diaspora bonds	an instrument for balance of payments support, to raise financing during times when there is difficulty in accessing international capital markets. Rationale: Diaspora bonds can be an attractive vehicle for countries to secure a stable and cheap source of external finance	India used this mechanism on three occasions since 1991 and have raised over US\$35 billion using these bonds.	http://siteresources.worldbank.org/TOPICS/Resources/214970-1288877981391/Ketkar-Ratha.pdf

Liberian Diaspora Social Investment Fund,	Diaspora investment funds	a social investment fund that provides an innovative approach to leveraging the remittance from the Diaspora to invest in small to medium size businesses in Liberia that would help create jobs and in turn reduce the poverty level.	Owned and managed by Liberians, the fund will allow Liberians living in the Diaspora to invest in specific businesses and sectors.	http://liberindiasporafund.org/about_us.htm
Rwandan Diaspora Mutual Fund (RDMF)	Diaspora investment initiative	A 2008 Investment initiative of members of the Rwandan Diaspora acts as a pool of investment from Rwandan Diaspora and Rwandan nationals to mobilise funds to be invested in the country		http://www.rwandandiaspora.gov.rw/index.php?id=64
Zambia First Investment Fund (ZFIF).	Diaspora investment fund initiative	Initiated by the Zambian Diaspora The goals is: to provide capital to fundable projects initiated by Zambians	ZFIF envisages that Zambians in the Diaspora will invest money in the fund which in turn will be directed at providing capital to economically feasible and fundable projects in Zambia and for Zambians	http://www.mwape.com/zfif.html
Diaspora Unit Trust Funds Schemes (DUTFS)	Diaspora investment funds	A collective investment scheme licensed by the Capital Markets Authority of Kenya, under section 12 of Regulations 2001.		http://www.mobilepay.co.ke/tangaza/2010/04/kenyans-abroad-to-benefit-from-the-diaspora-investment-fund/
ChileGlobal — the Talent Network for Innovation	Network	Promotes and facilitates the development of key economic clusters in Chile by reinforcing their links with Chileans (and some non-Chileans) residing abroad		http://www.chileglobal.org/
Honduras: supported by GIZ on behalf of BMZ, Honduras Global	Network of highly skilled Honduran Diaspora	Goal is to foster transfer of knowhow from the highly skilled Diaspora to the country of origin	Officially registered as association only since July 2011.	

BIBLIOGRAPHY

- Federal Negarit Gazeta of the Federal Democratic Republic of Ethiopia. 2002. Proclamation No 270/202. Providing Foreign Nationals of Ethiopian Origin with certain Rights to be Exercised in their Country of Origin Proclamation. Pp. 1710. Addis Ababa. February 3, 2002.
- . 2003. Proclamation No. 84.

OECD and AFD(Agence francaise de developpement)

- 2012 *Connecting with Emigrants: a Global Profile of Diasporas*

Inter-American Dialogue

- 2011 *Evaluation report: Assessment African Diaspora Marketplace*

USAID and MPI

- 2010 *Diasporas: New Partners in Global Development Policy*, (Ed. Kathleen Newland), Migration Policy Institute, Washington DC.

IFAD

- 2012 *The FFR Brief: Five years of the Financing Facility for Remittances*, Meins R., International Fund for Agricultural Development, Rome.

IOM and MPI

- 2012 *Developing a Road Map for Engaging Diaspora in Development: A Handbook for Policy makers and Practitioners in Home and Host Countries*

IOM, Migration and Development Studies

- 2011 *Integrating Migration, Development and Remittances into the Programme of Action of the Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries (UNLDC-IV)*
- 2011 *World Migration Report, Communicating Effectively About Migration*
- 2010 *Migrations pour le développement en Afrique, L'expérience du MIDA et au-delà*, Susanne Melde, Rougui Ndiaye-Coïc
- 2010 *Migration and Development: Migrant Stories*
- 2010 *International Dialogue on Migration N°15 - Enhancing the Role of Return Migration in Fostering Development*, Migration and Development Studies, IOM Geneva
- 2010 *Enhancing the Role of Return Migration in Fostering Development*, two-day Workshop, Geneva
- 2008 *World Migration Report, Making Labour migration a Catalyst for Development*, Migration and Development Studies, IOM Geneva
- 2008 *Migration and Development: Achieving Policy Coherence*

- 2007 Diaspora Dialogues
- 2007 *Migration, Development and Poverty Reduction*, African Capacity Building Foundation (ACBF), Migration and Development Studies.
- 2006 IOM's input to The High-Level Dialogue on International Migration and Development (HLD) policy paper and "Key IOM messages", Migration and Development Studies, IOM Geneva.
- 2006 *Towards Development-Friendly Migration Policies and Programmes: Some Concrete Examples from European Member States*, Background note prepared by the Research and Publications Division.
- 2006 *Migration and Development Brussels Conference Report*, Migration and development studies.
- 2006 *Engaging Diasporas for Development, Challenges for Policy Makers*, Migration Research Series 26, D. Ionesco, IOM Geneva.
- 2005 International Dialogue on Migration N°8 - *Mainstreaming Migration into Development Policy Agendas*, Migration and Development Studies, IOM Geneva.
- 2005 International Dialogue on Migration n°6, *Health and Migration: Bridging the Gap*, IOM, World Health Organization (WHO) and Centres for Disease control and prevention (CDC), Migration and Development Studies, IOM Geneva.
- 2005 World Migration Report, *Costs and Benefits of International Migration*, Migration and Development Studies.
- 2005 Workshop on Migration and Development: *Mainstreaming Migration into Development Policy Agendas*
- 2003 *The Development dimension of migrant remittances, Follow up Study to the Migration and Development Nexus*, Danish Institute for Development Studies, Nyberg Sorensen N., Remittances Studies IOM.

IOM, Migration Research Series

- 2007 *A Study of Migrant-Sending Households in Serbia Receiving Remittances from Switzerland*, Migration Research Series 28
Nilim Baruah and Jennifer Petree
- 2007 *Living Across Worlds: Diaspora, Development and Transnational Engagement*, Nyberg Sorensen N. Ed.
- 2006 *Engaging Diasporas as Development Partners for Home and Destination Countries: Challenges for Policy makers*, Migration Research Series 26.
- 2002 *Migration and Development Nexus*, Migration Research Series 8, Nyberg-Sorensen N., Van Hear N., Engberg-Pedersen P,

World Bank Publications

- Haas de, Hein. 2006. "Engaging Diasporas. How Governments and Development Agencies Can Support Diaspora Involvement in the Development of Origin Countries." A study for Oxfam Novib, International Migration Institute, University of Oxford.
- Ketkar, S., and D. Ratha. 2009a. *Innovative Financing for Development*. Washington, DC: World Bank.
- . 2009b. "New Paths to Funding." *Finance and Development* (June): 43–45. International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ketkar, S., and D. Ratha (2010), 'Diaspora Bonds: Tapping the Diaspora during Difficult Times', *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, 1 (2), 251-263.
- Kuznetsov, Yevgeny (2006), *Diaspora Networks and the International Migration of Skills: How Countries Can Draw on Their Talent Abroad*, Washington, DC: The World Bank.
- Mohapatra, Sanket and Dilip Ratha. 2011. *Remittances Markets in Africa*, ed. Sanket Mohapatra and Dilip Ratha. Washington, DC: World Bank.
- Page, John, and Sonia Plaza. 2006. "Migration, Remittances and Economic Development: A Review of Global Evidence." *Journal of African Economies* 15 (2): 245–336.
- Plaza, Sonia and Dilip Ratha. 2011. *Diaspora for Development*, ed. Sonia Plaza and Dilip Ratha. Washington, DC: World Bank.
- Ratha, D., and S. Plaza (2011), 'Harnessing Diasporas', *Finance and Development*, September 2011.
- Ratha, Dilip. 2010. "Diaspora Bonds for Development Financing during the Crisis." People Move blog, October 26, 2010. World Bank, Washington, DC.
<http://blogs.worldbank.org/peoplemove/diaspora-bonds-for-development-financing-during-a-crisis>.
- Ratha, Dilip, 2003. "Workers Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance:." In *Global Development Finance: Striving for Stability in Development Finance*, 157–75. Washington, D.C. World Bank.
- Ratha, Dilip, Sanket Mohapatra, Çağlar Özden, Sonia Plaza, William Shaw and Abebe Shimles (2011), *Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills and Investments*, Washington, DC: The International Bank for Construction and Development / The World Bank.
- World Bank. 2006. *Global Economic Prospects 2006: Economic Implications of Remittances and Migration*. Washington, DC.
- World Bank, 2011. *Migration and Development Brief 14. Preliminary Estimates of Diaspora Savings*.
- World Bank. 2011. *Migration and Remittances Factbook 2011*. World Bank. Washington, DC.
- World Bank. 2011. *Leveraging migration for Africa : remittances, skills, and investments*. Edited by Dilip Ratha. Washington, D.C. World Bank.
- World Bank. 2012. *Migration and Remittances Brief 18. Remittance Flows in 2011: an Update*